

LA VOIX du SUD

Quotidien d'informations générales - N°021 - Jeudi 30 Novembre 2023 - www.lavoixsud.com

MÉMORIAL DE GORÉE

**Macky lance
le chantier
en Janvier**
(Par Amadou Lamine Sall, Poète)

Lire en page 4

BOUGANE GUEYE DANI (GUEUM SA BOPP)

«MON AMBITION, ÊTRE LE SERVITEUR DE LA NATION»

Lire en page 5



«AMADOU BA :
LA DERNIERE MARCHE»

**Que cache le livre
de Madiambal
Diagne ?**

Lire en page 2



«AMADOU BA : LA DERNIERE MARCHE»

Que cache le livre de Madiambal Diagne ?

Madiambal Diagne vient de publier son troisième livre : «Amadou Ba, la dernière marche». Un ouvrage qui fait la promotion du candidat de Benno Bokk Yakaar à moins de trois mois de l'élection présidentielle au Sénégal. Mais le risque est grand que cet ouvrage desserve le concerné.

Par Malick DIOP

Un groupe de presse qui bat de l'aile et qui voit ses comptes bancaires bloqués. Mais au détour d'un relationnel de connaissances, Madiambal Diagne, le président de Avenir Communication, le groupe de presse en question, parvient à rencontrer Amadou Ba, alors Directeur des impôts. Tout allait par la suite rentrer dans l'ordre. Cet heureux hasard va déterminer les relations entre l'actuel Premier ministre, candidat à la présidentielle de 2024, et le journaliste... «condamné» à un devoir de reconnaissance ?

Madiambal Diagne a publié son dernier livre en date intitulé Amadou Ba : la dernière marche (pour accéder au Pouvoir). Il s'agit, pour l'auteur, de lever le voile sur les «mystères» qui entourent le Pm. Notamment à propos des «richesses inouïes» que l'on dit être les siennes en temps que «simple fonctionnaire». Pour le journaliste, il n'a pas été question d'écrire pour plaire, mais de «fournir aux lecteurs les éléments nécessaires pour se faire sa propre opinion de l'homme choisi par le Président Macky Sall» pour défendre les couleurs de la coalition Benno Bokk Yakaar (Bby) à la présidentielle de 2024.

Alors, on s'attend à ce que le propos de Madiambal soit distancié, neutre et nuancé ; qu'il fasse ressortir toutes les facettes (bonnes ou mauvaises) de l'homme, objet de son temps consacré. Bref, qu'il ne soit pas gagné par la tentation d'imposer une direction du regard. Malheureusement ce n'est

pas le cas. Parce que M. Diagne, au nom sans doute d'une «obligation de reconnaissance» ou de toutes autres raisons qui lui sont propres, a fait le pari d'un parti-pris idéologique. En conséquence, les 250 pages de son livre sont un long chant apologétique du «futur président de la République». Amadou Ba est présenté dans ce bouquin comme le Messie. Celui sans qui le Sénégal court fatalement à sa perte. D'ailleurs, selon Madiambal qui cite une de ses sources, «dès l'annonce de sa candidature, les marchés se sont agités ; les taux d'intérêts auxquels le Sénégal emprunte ont baissé. Cela, parce que les gens savent qu'il connaît le secteur, maîtrise les choses... Et cela conforte ceux qui avaient prêté au Sénégal sur trente ans !». Les exemples de cette nature foisonnent tout le long du livre.

De Grand Dakar où il est né à la Primature, en ayant occupé plusieurs stations de très haut niveau comme la Direction générale des Impôts et des Domaines (Dgid), le ministère de l'Economie et des Finances, le ministère des Affaires étrangères, Amadou Ba n'a fait que des merveilles, à en croire Madiambal Diagne.

Tous les témoignages recensés dans ce livre vont tous dans le même sens : celui d'encenser le candidat de Bby. L'homme est présenté comme un immaculé, l'incarnation de la vertu. Aucune tare, aucun défaut sinon celui d'être... «généreux». Ses contradicteurs, ceux qui objectent ainsi que les



sceptiques, ne sont que des envieux et des jaloux.

Ni ange, ni démon

Amadou Ba n'est certes ni ange ni démon. C'est un humain avec ses forces et ses faiblesses. Ses qualités et ses défauts. C'est tout cela qu'il aurait fallu mettre sur la balance afin de «fournir aux lecteurs les éléments nécessaires pour se faire sa propre opinion de l'homme choisi par le Président Macky Sall». Homme parmi les hommes, humain parmi les humains, Amadou Ba aurait dû être présenté autrement et être accepté ou non comme tel. Mais en présentant l'homme exempt de toute tâche, Madiambal court le risque de nourrir des soupçons légitimes.

Lors d'un débat sur une chaîne de

télévision, mon confrère Bachir Fofana disait à juste raison qu'Amadou Ba devrait assumer sa richesse dans la mesure où être riche n'est pas un crime, pourvu que la richesse ne soit pas acquise de manière indue. Madiambal l'a aussi fait savoir à l'occasion de la présentation de son livre à la presse. Ce, d'autant qu'en l'occurrence Amadou Ba a occupé des positions, à la Dgid comme ailleurs, qui pourraient justifier ses avoirs. Le patron de Avenir Communication avait-il besoin d'être aussi dithyrambique à l'extrême au point d'exposer ainsi le concerné et le faire apparaître comme suspect de quelque chose que l'on voudrait cacher ?

Nous ne pensons pas qu'Amadou avait vraiment besoin de cette attention toute particulière qui, au final, devient gênante.

PRESIDENTIELLE 2024

Six candidats pour un programme commun

Six candidats à la candidature à l'élection présidentielle du 25 février prochain, dont le maire de Thiès, Babacar Diop (Fds/Les Guelwaars), et l'ancien ministre Cheikh Tidiane Gadio (Mpcl/Luy Jot Jotna), ont annoncé ce mercredi vouloir aller à ce scrutin avec un programme commun, en plus d'envisager une candidature unique.

Les anciens ministres Mamadou Diop, dit Decroix (And Jéf/Pads), Bouna Alboury Ndiaye (Rassemblement national démocratique), El Hadji Ndiaye Diodio (Taaru Senegaal) et El Hadji Ibrahima Sall («Demain, la République») sont les autres membres de cette initiative, la Plateforme progressiste panafricaine. «Ils ont signé un protocole pour tenter d'aller vers un programme conjoint et, peut-être, une candidature unique ou, autrement, la poursuite de la conquête du pouvoir avec leurs programmes respectifs», ont-ils écrit dans un document parvenu à l'As. Le «projet de société» qu'ils veulent proposer aux Sénégalais «doit avoir comme base fondamentale la souveraineté», a dit Babacar Diop aux journalistes, lors d'une

conférence de presse, précisant que les six candidats à la candidature appartiennent tous à la gauche sénégalaise. Ils proposeront au peuple une «reconstruction» à laquelle seront associés les mouvements sociaux, les partis politiques de gauche et les militants de la société civile, «une véritable force» politique, selon le maire de Thiès.

«Sortir du sous-développement et de la domination»

«C'est pour cela que nous avons choisi une option [...] qui prend en compte les préoccupations des personnes opprimées et des personnes vulnérables», a-t-il ajouté. «L'enjeu, c'est aussi la transformation

du pays, qu'il faut sortir du sous-développement et de la domination», a précisé Babacar Diop.

El Hadji Ibrahima Sall affirme que les six candidats à la candidature cherchent à «refonder la République démocratique du Sénégal». «Cette refondation reposera essentiellement sur quatre piliers», a-t-il dit lors de la conférence de presse, ajoutant que le premier va consister à une «suppression du système néocolonial, impérialiste et capitaliste, pour instaurer un système socialiste autogestionnaire». «L'éradication du régime présidentiel, qui promet un monarque à la place d'un président, et son remplacement par un régime parlementaire» constituent le deuxième pilier, selon M. Sall. «Le troisième pilier, c'est la mise en place d'un observatoire des institutions, qui sera composé de leaders de la société civile et de hauts cadres élus par leurs pairs», a poursuivi le leader de Demain, la République. Pour le dernier, il va s'agir de mettre en place un projet de construction d'«une Afrique des peuples».

LA VOIX
du SUD

Quotidien d'informations
générales

LA VOIX DU SUD

Liberté 6

Extension N°20

Email :

lavoixdusud@gmail.com

Directeur de la Publication

Félix NZALE

Email :

Felixzale75@gmail.com

www.lavoixsud.com

Quelques repères dans la pensée politique de Cheikh Anta Diop

Pendant 40 ans, cette figure du terroir bawol bawol a ramé seul à contre-courant de la machine de destruction de l'impérialisme culturel occidental. Sa pensée-action reste encore un continent largement en friche.

Cheikh Anta Diop peut être considéré comme l'anti-héros du monde politique de l'Afrique contemporaine. Pendant quarante ans cette forte figure du terroir bawol bawol a ramé parfois seul à contre-courant de la formidable machine de destruction de l'impérialisme culturel occidental.

Malgré la grande classe qui caractérise sa pensée et son action politiques et l'impact qu'ils ont eu sur la scène politique africaine et africaine-américaine des trente dernières années, l'héritage politique considérable légué par ce grand homme d'État à la postérité reste largement méconnu d'une grande partie du public. C'est à lui restituer le formidable potentiel qu'il présente pour l'action immédiate et la bataille stratégique pour la construction des États Unis d'Afrique en un ensemble fédéré, réellement indépendant, démocratique, prospère et non-aligné que s'emploient modestement les pages qui suivent.

On peut dire sans peur d'être démenti que l'œuvre de Cheikh Anta Diop comme ses idées charnières ont exercé sur le développement de la pensée politico-culturelle africaine l'impact le plus considérable qu'il ait été donné à un théoricien et un praticien du changement social d'avoir sur l'Afrique contemporaine.

C'est en reconnaissance de ce fait qu'il a été honoré en même temps que le Nègro-Américain Du Bois par les leaders culturels et politiques Africains et de la diaspora noire durant le Premier Festival Mondial des Arts Nègres tenu à Dakar en 1967. Les Africains-Américains réunis en une conférence mémorable sur les Civilisations de la Vallée du Nil à Atlanta, en Géorgie lui ont décerné en 1986 les plus hautes distinctions honorifiques tout en le reconnaissant comme le géant des études égypto-nubiennes.

* Communication copubliée et coproduite la première fois en 1989 par le Centre National de Lettres, le Conseil Régional de la Martinique et Carbet, Revue Martiniquaise de Sciences Humaines et de Littérature dans une livraison spéciale intitulée «Sciences et Civilisations Africaines, Hommage à Cheikh Anta Diop» in Carbet, N° 8, 1989, Fort-de-France. Cette livraison coordonnée par Alain Anselin a enregistré la participation de nombreux auteurs de renom comme Théophile Obenga, James Spady, Charles S. Finch, Ivan Van Sertima, Oscar Pfouma, Frédéric Okassa, Maurice Caveing, Bruce Williams et Clyde Ahmad Winters.

** Ce texte a été rédigé en 1989, au moment où l'auteur enseignait les sciences de la communication à Howard University (Washington, D.C.) et collaborait activement aux initiatives africaines-américaines et africaines sur l'Afrique.

Je me rappelle encore combien, en me montrant les titres qu'il avait ramenés des États-Unis, il paraissait ému de tant

d'attention vigilante et militante de la part des frères Africains des États-Unis. Il dit alors : «Le flambeau a pris ailleurs que sur le continent africain. Nos cousins d'Amérique ont désormais pris une avance sur leurs frères du continent dans le domaine de la prise de conscience culturelle !». Dans le langage dépouillé de Cheikh Anta cela signifie que les voies les plus sûres de la libération nationale africaine sont en train d'être balisées par les différentes composantes de la diaspora nègre tout en prenant une efficacité décisive encore inédite sur le continent africain.

Ferments du Panafricanisme

Vilipendée par certains idéologues dogmatiques ou immatures, ignorée de manière feinte par la plupart des gouvernements et chefs d'État de la période post-coloniale, taxée de raciste par libéraux et radicaux occidentaux et même des Africains noirs dont la naïveté est exploitée par des projets politiques savamment camouflés en vue de détruire l'Afrique, la pensée-action de Cheikh Anta reste encore un continent largement en friche. Seule une cécité criminelle a pu tenir éloigné de ce rivage théorique si vaste et fertile des patriotes africains disponibles pour la lutte anti-impérialiste mais encore trop confus sur leur identité et la contribution attendue d'eux par les masses africaines pour la construction d'une Afrique solidement plantée sur ses deux jambes et centrée sur elle-même. C'est que l'enjeu d'un tel objectif auquel Cheikh Anta Diop a si intimement mêlé sa vie est colossal. C'est en reconnaissance de ce fait qu'il a été honoré en même temps que le Nègro-Américain Du Bois par les leaders culturels et politiques Africains et de la diaspora noire durant le Premier Festival Mondial des Arts Nègres tenu à Dakar en 1967. Les Africains-Américains réunis en une conférence mémorable sur les Civilisations de la Vallée du Nil à Atlanta, en Géorgie lui ont décerné en 1986 les plus hautes distinctions honorifiques tout en le reconnaissant comme le géant des études égypto-nubiennes.

Après la Seconde Guerre mondiale, les pays africains sont sous la férule européenne et américaine. Leur situation confine presque à l'esclavage. Elle en est le prolongement à peine maquillé. L'aventure coloniale est proprement inhumaine, ses ravages économiques foudroyants. Les masses africaines désemparées mais toujours prêtes à prendre d'assaut la citadelle coloniale voient leur élan saboté par les stratèges des officines impérialistes. C'est le temps de la promotion d'élites artificiellement créées à la mesure des ambitions des métropoles coloniales.

Et partout, cette monstrueuse tricherie contre l'histoire : les Nègro-africains sont sans histoire, n'ont rien inventé, pas même l'écriture et surtout pas la moindre trace d'une civilisation digne



de ce nom.

L'impérialisme est à pied d'œuvre. A l'image de son action barbare il lui faut créer le mythe du nègre inhumain, ahistorique, au stade évolutif gelé dans la nuit des temps. Et voici le nègre maudit, descendant de Cham, figure biblique vouée à la souffrance éternelle : une brute à l'état pur qu'il faut «civiliser». Le mythe est créé. Son énormité en renforce la prise sur les consciences vacillantes d'une intelligentsia africaine désemparée devant la brutalité de l'assaut. L'acculturation fait son chemin et l'impérialisme culturel en renforce les modalités d'intervention de Dakar à Khartoum et d'Alger au Cap. Aux États-Unis, dans les Caraïbes et aux confins du Pacifique, en Amérique du Sud et dans le Finistère malgache il atteint des proportions gigantesques.

C'est donc dire que l'Afrique et le nègre en général évoluent dans une posture de défaite presque totale bien que les résistances à l'esclavage et à la colonisation n'aient jamais été absentes de l'histoire mouvementée des peuples africains. L'espoir de survivre à la dérision coloniale représente un mince filet d'air par lequel l'Afrique évite la noyade. Une petite poignée de nationalistes africains tentent de mobiliser en vain une opinion occidentale repue de sa bonne conscience. Lamine Senghor, Garang et Kouyaté, nationalistes et internationalistes avant l'heure s'agitent à Paris autour de l'Association pour la Défense de la Race Nègre. A Londres, le Congrès de Manchester consacre les débuts foudroyants du Panafricanisme en tant qu'idéologie et programme d'action de la lutte anticolonialiste et anti-impérialiste.

Des géants de leur temps comme Padmore le Guyanais, Du Bois l'Africain-Américain, Nkrumah le Ghanéen, etc. cisèlent à partir de l'appareil conceptuel nationaliste les mots d'ordre pour le salut national et pan-régional africain. La prise de conscience s'amplifie à travers l'échappée politique splendide de Marcus Garvey aux États-Unis. Mais le mouvement est éparpillé. Il ne s'appuie pas encore sur une ligne de masse portée à son point d'incandescence maximale. La coordination panafricaine de la lutte anticoloniale manque de moyens à la mesure des tâches colossales à en-

treprendre. Les élites sont encore trop amarrées au char du maître colonial. La prise de conscience culturelle, assise quintessentielle de toute lutte de libération nationale, en est encore au stade du balbutiement.

Malgré tout, le Rassemblement Démocratique Africain, regroupement des élites et des masses africaines dans les pays essentiellement sous domination française, se mobilise avec succès au départ autour de la nécessité de l'indépendance à travers un ensemble fédéré.

Dans l'Afrique sous domination anglaise la stratégie de l'Indirect Rule porte ses fruits au sein de la petite poignée d'intellectuels friands de formules creuses sur l'African Personality mais très peu enclins à aller jusqu'au sacrifice suprême pour se libérer de la botte britannique. Dans les colonies assiégées par le colonialisme portugais, la politique de la table rase est si bestiale que le mouvement de résistance populaire panse encore ses plaies et a besoin de plusieurs décennies avant de se radicaliser dans la guérilla militaire.

Malgré la somme déconcertante des insuffisances structurelles du mouvement de résistance nationale, les masses africaines intensifient la pression politique sur l'envahisseur européen. Les «tirailleurs» envoyés comme chair à canon dans les tranchées avancées de guerres mondiales engendrées par l'impérialisme rentrent dans leurs foyers nationaux le cœur rempli de frustrations. Ils ont vite compris au contact de leurs compagnons d'armes des autres colonies et devant l'arrogance de leurs cadres européens que la colonisation ne repose sur rien de tangible, qu'elle est la barbarie à l'état pur et que ses initiateurs sont de simples créatures dont ils connaissent dorénavant la mesquinerie, la peur et les faiblesses intimes, particulièrement durant les périodes d'accrochage armé, dans l'enfer des avant-postes militaires. C'est sans doute ici que le colonisateur cesse d'être perçu par le colonisé comme une sorte de surhomme, de sorcier omniscient dominant l'univers tout entier. Le colonisé sait désormais que l'inhumanité et l'arrogance du colon européen ne sont que la forme ultime de la peur. Peur d'être englouti par la marée irrépressible du nationalisme Noir. C'est alors le choc de

(suite eb page5)

MÉMORIAL DE GORÉE

Macky lance le chantier en janvier

Vendredi 24 novembre 2023, Palais présidentiel ! Le Président est à la commande.

Ce fut une solide réunion, claire, pointue, décisive. Touchante. Tous les ministres concernés étaient impliqués. Les Dg. L'architecte du projet du Mémorial avait fait le déplacement. L'Apix maître d'ouvrage délégué était présente. Les deux entreprises choisies aussi : Summa et Cse. L'équipe au complet de l'architecte du Palais. Le Directeur de cabinet de Monsieur le président de la République. Amadou Lamine Sall, Commissaire du projet. Le professeur Aliou Sow, ministre de la Culture et du patrimoine, évidemment !

Précis, concentré, déterminé, aimable, taquin, Monsieur le président de la République a mené à la baguette des échanges approfondis, lucides, engagés, courageux. L'interview donnée à Jeune Afrique par le Président et ses confessions sur le projet du Mémorial de Gorée avait donné le ton. Dans Jeune Afrique, il s'était confié à la question de savoir ce qu'il regrettrait à la fin de ses mandats et au seuil de son départ du pouvoir : «Ma frustration est de partir sans réaliser le Meilleur de Gorée». Éloquent et fort émouvant ! Rien n'autorisait le Président Macky Sall à faire cette touchante confession ! Pour dire, combien le projet du Mémorial lui tient à cœur ! Qu'il en soit profondément remercié !

Lors de la réunion, le Président écouta beaucoup. Tous les problèmes soulevés furent analysés et résolus sur place avec des décisions sans équivoque. Le site du projet du Mémorial sur la corniche ouest acquis depuis Abdou Diouf dans les années 90, fut retenu et maintenant définitivement au regard des très lourds investissements dont il a été l'objet depuis près de 25 ans, sans compter la très puissante symbo-

lique du lieu ouvert sur l'océan et face aux Amériques d'où partaient depuis l'île de Gorée les millions d'esclaves noirs. Il est naturel, alors, que ce site, depuis Abdou Diouf, soit cruellement convoité. Nous pourrions consacrer un livre à tous ceux qui ont tenté avec leur argent ou leur proximité avec le pouvoir, de tenter de l'arracher au projet du Mémorial de Gorée. Un seul lien unissait tous ses prédateurs : le manque de culture. L'irrespect au savoir. La rage du seul profit.

Le Président Macky Sall fut admirable. Il n'a rien cédé sur ce site. Sa volonté de bâtir le Mémorial de Gorée sur ce site dédié fut inébranlable. Je voudrais ici lui dire et lui témoigner notre infinie gratitude. D'autres obstacles s'étaient dressés et qui ont failli emporter le projet. Le Président Sall fut indéboulonnable ! Sur le financement, depuis son arrivée au pouvoir déjà, il avait commencé, budget après budget, de combler le déficit et de faire avancer les travaux techniques indispensables et obligatoires pour réaliser le projet du Mémorial ! Lors de cette réunion décisive du vendredi 24 novembre 2023, au Palais, sous sa conduite, il trouva la solution à toutes les inquiétudes financières en s'adressant à son Gouvernement, à l'Apix et aux deux entreprises en charge du projet. Financièrement «cultivé», habile, ouvert, fin négociateur, apprécié de ses partenaires, le Président Sall avait convaincu tout son monde pour que le projet du Mémorial de Gorée sorte enfin de terre.

Je suis d'abord un poète, dit-on ! Croyez-moi, il est difficile à un poète de résister à une telle générosité, un tel amour, l'affirmation d'un tel combat portée par un homme politique, un président de la République ! Jamais il ne sera facile d'oublier ces propos du Président Sall : «Le Mémorial de Go-



rée ne pouvait pas se réaliser. Il m'attendait.» Oui, il l'attendait puisqu'il dira à toute l'assemblée présente en ce vendredi 24 novembre 2023 au Palais présidentiel : «Je vais lancer en janvier prochain, tôt, le démarrage du chantier du Mémorial. Ce sera le projet culturel auquel je tiens le plus que j'aurais laissé à mon pays, à l'Afrique, au monde.»!

En prenant la parole, voici ce que j'ai dit au Président Macky Sall : «Monsieur le Président, il existe deux sites du Mémorial de Gorée. Sur le 1er site, le Mémorial est déjà construit. Il est même inauguré par vous. Ce 1er site, c'est notre cœur. Le second site, c'est celui, physique, situé sur la corniche ouest de Dakar et que vous venez de confirmer. Ce sera là, que sera érigé aux yeux du monde, ce Mémorial, laboratoire international des droits de l'homme. Ce Mémorial sur la corniche sera pour vos frères et sœurs qui ne vous auront ni vu ni connu. Cela s'appelle d'un mot : l'histoire. Vous serez dans l'histoire.» M'adressant à l'assistance convoquée par Monsieur le président de la République Macky Sall : «Avec respect, merci à vous

tous ici présents. Je ne vous demande qu'une seule chose : aidez, aidons Monsieur le Président à réaliser un rêve que depuis trente ans je couve. Ce rêve il en a fait une réalité. Soutenez-le. Prions pour lui.»

La réunion s'est achevée dans une belle ambiance. Reste maintenant à aller vite, très, très vite. Les décisions du Président ne doivent plus tarder. L'APIX, particulièrement, qui est nommée par décret maître d'ouvrage délégué doit se consacrer désormais totalement à la mise en œuvre effective du Mémorial en collaboration étroite avec le ministère de la Culture et celui, central, des Finances et du budget. Mamadou Moustapha Ba sera un veilleur de jour ! Le Président Sall a donné des instructions fermes à toute la famille du Mémorial pour que tout aille vite et qu'en début janvier, il vienne lancer le chantier.

Merci Monsieur le Président, pour la noblesse de la promesse !

*Par Amadou Lamine SALL
Poète
Novembre 2023.*

ORCHESTRA BAOBAB

Célébration d'un demi-siècle de musique légendaire



Dans le panthéon de la musique africaine, peu de groupes ont réussi à captiver le cœur et l'âme des mélomanes comme le mythique Orchestra Baobab. Alors que le groupe célèbre son cinquantième, une occasion unique se présente pour les fans de musique : un concert exceptionnel au Trianon, à Paris, le 22 décembre 2023. Selon nos confrères de Afrik.com,

cette soirée promet de plonger les spectateurs dans un univers musical riche et coloré, emblématique du groupe. Depuis sa formation, en 1970, Orchestra Baobab a défini et redéfini le paysage musical sénégalais et africain. Avec la sortie de leur nouveau single «50 ans», le groupe continue de prouver que leur art reste aussi frais et pertinent qu'à

leurs débuts. Leur concert au Trianon n'est pas seulement une célébration de leur longévité, mais aussi un hommage à leur évolution continue en tant qu'artistes.

Orchestra Baobab est célèbre pour son mélange inimitable de rythmes latins, en particulier cubains, et de sonorités africaines. Leur musique, qui intègre des chants wolofs et sérères, des harmonies casamançaises, et des mélodies traditionnelles d'Afrique subsaharienne et du Maghreb, est enrichie d'influences soul et jazz, créant une symphonie de sons qui transcende les frontières culturelles. Le rendez-vous du 22 décembre au Trianon est plus qu'un simple concert. C'est une expérience immersive dans un voyage musical qui a débuté il y a cinquante ans. Les fans auront l'occasion d'entendre les meilleurs titres du groupe, ceux qui ont bâti sa légende et lui ont valu une reconnaissance mondiale. Cette performance promet d'être un mélange captivant de nostalgie et d'innovation,

reflétant à la fois l'héritage du groupe et son regard tourné vers l'avenir.

L'impact d'Orchestra Baobab L'influence d'Orchestra Baobab dépasse les frontières du Sénégal et de l'Afrique. Leur musique a trouvé un écho dans le monde entier, témoignant de la puissance universelle de leur art. Leur approche unique de la fusion des genres a ouvert la voie à de nombreux artistes et continue d'inspirer les nouvelles générations. Aujourd'hui encore, après un demi-siècle d'existence, Orchestra Baobab figure avec Akon ou Youssou N'dour parmi les artistes sénégalais les plus streamés sur Spotify.

Le concert du 22 décembre au Trianon n'est pas seulement un événement musical; c'est aussi un moment historique célébrant le demi-siècle d'un groupe qui a su rester intemporel. Orchestra Baobab nous invite à partager cette soirée mémorable, une occasion de vivre la magie de leur musique et de célébrer ensemble un héritage inestimable.

BOUGANE GUEYE DANI, CANDIDAT A LA PRESIDENTIELLE DE 2024

«Mon ambition, être le serviteur de la Nation»

M. Bougane Guèye Dani, chef de file de Gueum Sa Bopp (croire en soi), se veut très clair : «Je n'ai pas l'ambition d'être le père de la Nation, mais le serviteur de la Nation». Une nuance fondamentale et essentielle qui implique une tenue et une posture républicaines.

Par Félix NZALE

A l'entendre défendre sa position politique à l'émission Ndécki li ce mercredi sur la radio Sud Fm, l'expression «père de la Nation» dégage des relents d'une condescendance, une des portes ouvertes sur une gouvernance autoritaire comme c'est le cas avec le régime de Macky Sall. Les Sénégalais ont trop souffert et souffrent davantage, et en partie, de cette conception egocentrique du pouvoir. «Il est temps que cela cesse», a martelé le candidat à la présidentielle de 2024.

D'ailleurs, c'est cette manière de voir les choses qui, à son avis, entraîne l'arrogance de nos dirigeants qui en arrivent à se penser comme la Transcendance. Au moment où, précisément, les populations se morfondent dans la paupérisation, et que les jeunes sont frappés par un chômage endémique. Toutes choses qui, selon Bougane, «font le lit des agressions quotidiennes» et «favorisent l'immigration irrégulière avec son lot de morts et de désolations».

Cela dit, c'est la condition des populations, des jeunes en particulier, qui a, dit-il, motivé son entrée en politique. «Je me suis dit que si je voulais changer les choses, je devrais m'impliquer et être là où elles se décident». Elu président de la République au soir du 25 février 2024, Bougane est conscient qu'en tant que désormais «serviteur suprême de la Nation», il ne pourrait pas tout faire. Mais «il sera de mon devoir d'organiser le cadre pour une meilleure justice sociale et pour un épanouissement réel de la jeunesse en particulier» a-t-il promis. «Macky Sall a anéanti les es-

poirs des populations. Il sera question, pour moi, de restaurer la confiance et de faire renaître cet espoir» à partir duquel tout sera possible.

Présent sur le terrain depuis 2018, «J'ai vu des gens décidés, armés de courage et de foi en dépit de leurs conditions exécrales Mes équipes et moi avons parcouru plus de 430 mille km et avons visité près de 9418 villages. Malgré les aides apportées par le gouvernement, les populations souffrent» a fait noter le président de Gueum Sa Bopp. Qui estime qu'«une aide systématique et continue n'a jamais été la solution pour arracher les populations de la pauvreté et de la misère». Fort de son expérience et de son statut d'entrepreneur, il pourrait, dit-il, «inspirer surtout les jeunes qui doivent d'abord compter sur eux-mêmes».

Pour un «rétablissement de l'ordre normal des choses»

Mais gagner une élection commence par franchir quelques haies dont le parrainage. Sur ce point Bougane a déclaré que Gueum Sa Bopp n'a pas de problème de parrainage. Le problème, selon lui, «c'est notre administration caporalisée» par Macky Sall. «L'administration doit être neutre et éviter de se laisser embarquer dans des subterfuges pour éliminer des candidats». En tout état de cause, «mon combat c'est de bouter ce régime hors du pouvoir pour un rétablissement de l'ordre normal des choses».

Il soutient qu'après Benno Bokk Yaakaar (coalition au pouvoir), son mouvement possède l'appareil le plus



puissant et le plus implanté. «Soixante mille parrains ce n'est pas la mer à boire pour nous. Aux élections dernières nous étions devant le Ps et le Pds», rappelle-t-il. C'est sans doute pour cela que le régime de Macky Sall a «vainement tenté de (l')étouffer». Notamment par la fermeture en 2019 des comptes bancaires du groupe Dmedia. Les procès gagnés, mais il dit courir toujours derrière les décisions de justice. A Ousmane Sonko, sous ce rapport, il demande d'être fort et de garder le cap.

Par ailleurs, M. Guèye Dani, sur une question de ses interlocuteurs, à savoir Maodo Faye, Nicolas et Oustaz Mbacké, a tenu à clarifier des propos tenus et qui lui ont valu une avalanche de récriminations. Précisément lorsqu'il déclarait qu'il s'engageait à travailler pour les populations de sorte

que lorsqu'on demandera «c'est quel Guèye ?», il répondrait : «SWS». Ses détracteurs ont vite fait de prendre ses propos pour un blasphème. «Pourtant, ce n'est qu'une expression de la joie, une prière. Il n'y a rien de blasphématoire» s'est-il défendu. Ce qu'a confirmé Oustaz Mbacké qui a toutefois invité les hommes politiques à être moins abstraits dans leurs propos pour une bonne compréhension de leur message par les masses.

Enfin, Bougane a remercié tous ceux qui, d'une manière ou d'une autre, lui ont témoigné de leur compassion suite au rappel à Dieu de sa femme Momy Seck. «Cette épreuve a été la preuve de plus que les Sénégalais sont fondamentalement solidaires et empathiques». Président, il voudrait «consolider cet amour et raffermir les liens de fraternité entre Sénégalais».

(suite OPINION page 3)

Thiaroye où les tirailleurs sénégalais fraîchement rentrés et revendiquant leurs droits sociaux sont massacrés par la soldatesque coloniale. C'est encore la fronde populaire malgache dans laquelle périssent plus de 100 000 insurgés. A Grand Bassam, en Côte d'Ivoire, les femmes descendent directement dans l'arène politique en une marche frontale contre l'appareil colonial.

Partout s'élève la clameur anticoloniale. Chez le colonisé, le besoin sacré de liberté transcende l'esprit de soumission enfoncé par le glaive sanglant de l'oppressé dans ses réflexes défensifs et offensifs. Désormais les jeux sont faits. La chute du bastion colonial n'est plus que question de temps. Mais par instinct, le colonisé sait que les incertitudes de l'histoire pourraient prolonger longtemps encore la mainmise étrangère sur l'ensemble de son patrimoine. Ils pressent donc qu'il lui faut redoubler de vigilance, travailler d'arrachepied, obstinément à l'organisation de la riposte. Il lui faut apprendre à rationaliser sa colère et à la canaliser dans des rouages organisationnels capables de contrecarrer l'infiltration ennemie au sein de ses rangs, l'hésitation et le manque de détermination absolue propre à la petite-bourgeoisie intellectuelle.

Le binôme AE-RDA/FEANF

C'est au cours de ces années turbulentes de l'après-guerre que se développent l'Association des Étudiants du Rassemblement Démocratique Africain (AE-RDA) et la Fédération des Étudiants d'Afrique Noire en France (FEANF). C'est parmi ces deux mouvements que s'élaborent les projets de radicalisation du mouvement d'indépendance de l'Afrique sous domination française. Les militants de ces mouvements juvéniles explorent avec passion et fougue les bienfaits stratégiques et tactiques de l'arme marxiste et du nationalisme tiersmondiste puissamment secrété par les succès foudroyants du Mahatma Gandhi, le chantre de la non-violence positive et par les réparties enflammées de Nasser, Ho Chi Minh, Jomo Kenyatta. Déjà, de redoutables débatteurs comme Abdoulaye Guèye de la branche sénégalaise du Rassemblement Démocratique Africain, Sékou Touré du Parti Démocratique de Guinée, Félix Moumié et Ruben Um Nyobé de l'Union des Populations du Cameroun embrasent le mouvement démocratique et révolutionnaire africain d'analyses pertinentes nourries par l'humus si fécond du nationalisme unitaire.

Vers la fin des années 1950, le mot d'ordre d'indépendance immédiate agite les lames de fonds du mou-

vement pour l'émancipation totale de l'Afrique. La fracture est complète entre les intellectuels aux perspectives timides sinon d'un autre âge sur le destin des peuples africains et les activistes de l'indépendance totale, immédiate et contre la «balkanisation africaine». Il est vrai qu'alors le mouvement de la négritude, formule choc due au génie d'Aimé Césaire, ce demiurge de la poésie nationaliste négro-africaine, finit de se décomposer sous la houlette de leaders comme Léopold Sédar Senghor pour qui l'indépendance en dehors de la Communauté franco-africaine est impensable. Le Général De Gaulle sait déjà alors qu'il peut compter sur des figures de proue comme Senghor pour amorcer en douceur la phase néocoloniale de la domination française en Afrique. Car en stratège avisé, en prise avec les données immédiates d'une histoire prête à basculer en faveur des insurgés vietnamiens victorieux de Dien Bien Phu, des maquisards du Front de Libération Nationale Algérien qui déclenchent la lutte armée à Sétif, des manœuvres efficaces du Parti Africain de l'Indépendance au Sénégal et de l'Union des Populations du Cameroun en faveur de l'indépendance immédiate, De Gaulle sait qu'il n'a plus le choix.

Par Jacques Habib SY (source : senepus)

A suivre

NOURRIR UNE POPULATION EN HAUSSE

Le recours à l'aquaculture préconisé

L'augmentation de la population mondiale va entraîner une forte demande des produits de consommation provenant de la mer, une situation que les États doivent gérer en étant «beaucoup plus créatifs» et en recourant à l'aquaculture, a suggéré le ministre sénégalais des Pêches et de l'Économie maritime, Papa Sagna Mbaye, dont les propos sont rapportés par l'Aps.

«La population mondiale augmente. Il faut approvisionner les populations en produits halieutiques. Face à cette situation, nous devons être beaucoup plus créatifs», a dit M. Mbaye. Il estime que le recours à l'aquaculture est nécessaire pour y arriver. «Dakar sera un hub maritime et notre économie sera boostée», a-t-il prédit lorsque les députés examinaient le budget de son ministère pour l'année prochaine.

«Nous connaissons l'importance de la pêche pour l'économie, les rentrées de devises, le transport, la transformation et l'emploi», a dit son collègue Mamadou Moustapha Ba, chargé des Finances et du Budget. M. Ba considère la pêche comme l'un des moyens par lesquels le Sénégal atteindra sa souveraineté alimentaire. Selon lui, c'est pour cette raison que l'État a augmenté de 71 % le budget alloué au ministère des Pêches et de l'Économie maritime en termes de crédit de paiement.

Ces crédits sont passés de 21,47 milliards en 2023 à 36,72 milliards en 2024. Les autorisations d'engagement dudit ministère s'élèvent à 50 milliards 731 millions 723 mille 268 francs Cfa, selon l'Aps.

SUPPRESSION DE LA 3^E TRANCHE DU WOYOFAL

Elle est prévue à partir du 1^{er} décembre

Pour se conformer à la décision du Gouvernement de supprimer la troisième tranche du Woyofal, Senelec a soumis au régulateur une nouvelle grille tarifaire qui pourrait être «applicable et effective à partir du 1^{er} décembre».

Pour se conformer à la décision du Gouvernement de supprimer la troisième tranche du Woyofal, Senelec a soumis au régulateur une nouvelle grille tarifaire qui pourrait être «applicable et effective à partir du 1^{er} décembre», annonce son Directeur général, Papa Mademba Bitèye.

Face aux députés, le 25 novembre, le Ministre du Pétrole et des Énergies avait annoncé la suppression de la troisième tranche du Woyofal «avec effet immédiat». Une annonce accueillie avec joie par certains consommateurs, mais dont beaucoup ignorent les modalités pratiques. Interrogé par la Rts dans le

Journal télévisé de 20h d'hier soir, le Directeur général de Senelec a apporté quelques éclairages. Papa Mademba Bitèye annonce ainsi la mise au point d'une nouvelle grille tarifaire. «Senelec a élaboré une nouvelle grille qui correspond à cette décision et l'a soumise au régulateur [la Commission de régulation du secteur de l'énergie, Crse] pour validation. Maintenant, nous attendons sa décision. Et à partir de ce moment, nous allons l'appliquer», explique M. Bitèye. Il espère que cette décision pourrait être «applicable et effective à partir du 1^{er} décembre». Le Dg de Senelec justifie la suppression de la troisième tranche

par le souci de soulager les unités productives (les boulangeries, menuisiers, tailleurs, commerces...) qui utilisent le Woyofal.

Contactée par «Le Soleil», la cellule de communication de Senelec explique que cette suppression de la troisième tranche vient soulager les usagers de l'électricité en ce sens qu'elle permet aux clients domestiques dont la consommation est supérieure à 250 kilowattheures (kWh) de rester dans le tarif de la deuxième tranche qui est de 136 FCfa au lieu de 149 FCfa, soit un gain de plus de 13 FCfa sur chaque kWh. Autrement dit, les clients qui consomment jusqu'à la 3^{ème} tranche paieront cette énergie au coût de la 2^{ème} tranche. «Donc, tous les clients domestiques et professionnels paieront leur consommation de la 3^{ème} tranche au prix de la 2^{ème} tranche : tel est le principal avantage pour les clients de cette tranche», précise la source. Et vu le

nombre de clients concernés (1 672 852 clients utilisent le Woyofal à fin octobre 2023), «c'est une importante somme d'argent que le Gouvernement va devoir encore supporter pour le consommateur. Ceci, en plus de la subvention déjà faite pour la tranche sociale», estime la Senelec sans avancer un montant précis.

À noter que la 1^{ère} tranche va de 0 à 150 kWh, la 2^e, de 151 à 250 kWh et la 3^e tranche, au-delà des 250 kWh. Toutefois, le client situé dans la catégorie Domestique petite puissance (Dpp) peut atteindre la troisième tranche à partir de 250 kWh, celui de la catégorie Domestique moyenne puissance (Dmp) au-delà de 300 kWh, mais pour les clients professionnels, la troisième tranche commence à partir de 500 kWh, qu'ils soient en petite ou moyenne puissance.

Source : seneplus.com

APRES 20 POINTS DE VENTE AU SENEGAL

Biga Home se prépare à s'étendre sur tout le continent africain

Inauguré le 12 septembre, Biga Home a aujourd'hui 15 points de vente actifs. L'objectif de fin d'année de Biga Home est d'atteindre 20 points de vente. Le Groupe mobilier Doğanlar va exporter à près de 20 pays, en particulier au Sénégal et aux pays d'Afrique mais aussi au Cedeao, à la Mauritanie et aux États-Unis.

Lancé en septembre 2023 au Sénégal par le Groupe mobilier Doğanlar, Biga Home a atteint un succès important en peu de temps. La marque a aujourd'hui au total 20 points de vente, dont 15 actifs, et prend sa place, avec ses coins de vente, dans les meilleurs magasins vie et maison du Sénégal, en plus de ses propres boutiques exclusives.

Entreprise mère d'un total de 6 marques dont Biha Home, Doğtaş, Kelebek Cuisines – Salles de Bains, Lova Lit et Ruum Store, le Groupe mobilier Doğanlar exporte son expé-

rience de 50 ans dans le secteur du mobilier au continent africain par le biais du premier et seul site de production du Sénégal.

Aujourd'hui, la marque qui poursuit sa croissance avec notamment ses boutiques exclusives mais aussi avec son réseau de distributeurs a pour objectif principal de s'étendre dans tout le Sénégal. Visant à agrandir sa marque dans tout le continent africain avec son réseau de distributeurs, la société a comme stratégie de s'ouvrir au Cedeao après le Sénégal, d'inaugurer les magasins Biga Home en Maurita-

nie et enfin, d'exporter aux États-Unis. Biga Home a reçu l'appréciation des utilisateurs Sénégalais grâce à ses produits de qualité, innovants, s'adressant à tous les goûts et styles. La marque vise à étendre son succès du Sénégal à l'entièreté du continent africain. Les conceptions à l'étiquette Biga Home qui seront intégralement produites dans l'usine établie au Sénégal auront pour objectif d'atteindre les 200.000 unités par an.

Président du Conseil d'administration du Groupe mobilier Doğanlar, İsmail Doğan a exprimé sa satisfaction découlant du succès de Biga Home au Sénégal. Doğan a affirmé «Biga Home est un élément essentiel de l'objectif du Groupe mobilier Doğanlar à devenir une marque globale. Nous poursuivons donc nos travaux avec détermination afin d'étendre notre marque, celle-ci ayant obtenu un succès considérable en peu de temps au Sénégal, à toute l'Afrique. Dans ce

cadre-ci, nous continuons à évaluer les nouveaux contrats de distributeurs et poursuivons notre développement rapide avec nos investisseurs». Avec la marque Biga Home, Le Groupe mobilier Doğanlar s'est engagé à exporter à près de 20 pays, en premier lieu au Sénégal et au pays d'Afrique, et ensuite au Cedeao, à la Mauritanie et aux États-Unis. La marque s'étant établie dans un espace de production de 10.000 mètres-carrés et un investissement de 12 millions d'Euros à ce jour a pour but de continuer bientôt à avancer dans sa voie avec une surface supplémentaire de 50.000 mètres-carrés et un investissement ciblant les 50 millions d'Euro.

Biga Home a lancé sa production en série et sa vente dans les catégories telles que lits, cadres de lit, têtes de lit, produits revêtus et travaux de projet comme des cuisines et des bureaux.

(Source) : enligne.sn

MALI

La justice accuse chefs rebelles et jihadistes de s'associer «pour semer la terreur»

Dans un communiqué diffusé mardi 28 novembre, la Cour d'appel de Bamako a accusé des chefs du Groupe de soutien à l'Islam et aux musulmans (Jnim) et des rebelles du Cadre stratégique permanent (Csp) de s'être associés «pour semer la terreur», lançant une procédure judiciaire commune à l'encontre de plusieurs de ces personnalités. Cela suit la ligne de la Transition malienne, qui ne font plus de distinction entre les jihadistes liés à al-Qaeda et les rebelles issus des mouvements signataires de l'accord de paix de 2015.



Sont visés par la procédure le chef du Haut conseil pour l'unité de l'Azawad (Hcu) Alghabass Ag Intalla, chef du Mouvement national pour la libération de l'Azawad (Mnla) Bilal Ag Acherif

et cinq autres responsables de groupes armés du Nord signataires de l'accord de paix de 2015. Ces derniers sont aujourd'hui rassemblés sous la bannière des rebelles du CSP.

La procédure concerne également trois chefs jihadistes du groupe terroriste Jnim, lié à al-Qaeda, et pas n'importe lesquels : Iyad Ag Ghaly, numéro un du Jnim et fondateur d'Ansar Dine, ainsi qu'Amadou Kouffia, de la Katiba Macina, sont notamment cités. Tous sont accusés par le procureur général de la Cour d'appel de Bamako d'avoir formé une « association ayant pour but de semer la terreur, de porter atteinte à l'unité nationale, à l'intégrité territoriale et à ternir l'image des Forces armées maliennes ». Le procureur précise fonder ses accusations sur la base de l'« exploitation de renseignements à lui transmis », sans détailler lesquels, ni par qui.

«Association de malfaiteurs»

À ses yeux, ces faits sont toutefois « susceptibles de constituer des infractions présumées d'association de malfaiteurs » ou encore « d'actes de terrorisme ». Une enquête a donc été ouverte et confiée au pôle spécialisé antiterroriste. Ce dernier s'était déjà vu attribuer il y a une semaine l'enquête sur le charnier que les militaires maliens affirment avoir découvert le 16 novembre à Kidal, deux jours après leur entrée dans cette ville, jusqu'alors aux mains des rebelles du Csp. Aucune information - localisation, nombre de corps - n'a été communiquée jusqu'à présent sur ce charnier.

La procédure commune lancée contre les chefs du Csp et du Jnim formalise, par une action en justice, la ligne adoptée depuis plusieurs mois par les autorités maliennes de transition : avant même la reprise de la guerre avec les groupes du Nord, ces dernières avaient commencé à qualifier indistinctement

les rebelles et les jihadistes de « terroristes ». Une manière de légitimer devant l'opinion malienne et la communauté internationale la reconquête militaire de Kidal et la rupture de fait de l'accord de paix de 2015.

Les autorités de Bamako «font de la diversion»

La porosité entre les différents groupes armés du nord est connue depuis de longues années : certains combattants sont passés par différents groupes et, pour rappel, le Hcu est même né d'une scission au sein d'Ansar Dine, en 2013. Aujourd'hui, l'armée malienne et ses supplétifs russes de Wagner sont l'ennemi commun du Jnim et du Csp. Mais les rebelles nient toute forme de collaboration et assurent, en résumé, que chacun mène ses attaques de son côté.

Une situation semblable à celle de 2012 : indépendantistes et jihadistes avaient cumulé leurs forces contre l'armée malienne. Les jihadistes avaient ensuite dominé les indépendantistes et pris, seuls, le contrôle des régions du nord du Mali. C'est du n'importe quoi, réagit un cadre rebelle du Csp, ils font de la diversion face aux multiples accusations d'exaction contre des civils dont ils font l'objet. » Selon ce membre du Hcu, cette procédure « n'engage que la junte qui l'a produite et n'entamera en rien la destinée du Csp ». « Cette comédie ne nous fait ni chaud ni froid », abonde un autre cadre du Csp, qui estime que « si quelqu'un doit être jugé, ce sont les responsables de la junte qui ont amené les mercenaires de Wagner qui exécutent les populations ».

RFI

TOGO

Elections reportées pour «défis sécuritaires»

Au Togo, les élections législatives et régionales ont été reportées à 2024, alors qu'elles devaient se tenir en décembre. Le gouvernement évoque des «défis sécuritaires» pour justifier ce report.

L'annonce a été faite par le gouvernement qui évoque des contraintes sécuritaires dans certaines régions du Togo pour justifier le report des élections législatives et régionales. Ces scrutins devaient se tenir au plus tard à la fin du premier trimestre 2024, selon les autorités. A ce sujet, le porte-parole du gouvernement togolais s'est fendu d'un communiqué.

« Le président de la République a instruit le gouvernement de prendre, sans tarder, toutes les mesures pour permettre d'organiser les prochaines élections, au plus tard à la fin du premier trimestre de l'année 2024 », a déclaré Yawa Kouigan. Ce, « en tenant compte de la persistance des défis sécuritaires pour garantir à tous, candidats, électeurs et citoyens, la sécurité nécessaire sur toute l'étendue du territoire national », a poursuivi l'officiel.

La réaction de l'opposition n'a pas tardé. La plateforme Dynamique pour la majorité du peuple (Dmp), s'est offusquée contre cette décision de report.

« Qu'on ne nous dise pas que c'est à cause des questions sécuritaires », a déclaré l'opposant Gérard Adja. « Nous ne pouvons pas accepter cet argument parce qu'il est vrai que la partie septentrionale, c'est-à-dire la préfecture de Kpendjal, est aujourd'hui en proie à des questions de terrorisme », s'insurge-t-il.

31 morts, 29 blessés et 3 disparus

Et de préciser : « Si on a pu recenser des électeurs dans cette région, on aurait pu également faire des élections sans aucun problème », estime l'opposant qui, au passage, n'a pas manqué de dénoncer que le mandat de la Ceni a expiré sans que des dispositions ne soient prises pour son renouvellement.

Le porte-parole du gouvernement a saisi l'opportunité de l'annonce du report des élections pour livrer un bilan des attaques terroristes durant l'année en cours. Selon Gérard Adja, le Togo a enregistré 31 morts, 29 blessés et 3 dis-



parus dans des incidents terroristes, au cours de l'année 2023. Le Togo n'est, en effet, pas épargné des attaques djihadistes. L'année 2022 a été particulièrement meurtrière.

Deux attaques meurtrières en 2022

On se rappelle mi-mai qu'un poste avancé du dispositif de l'opération Kondjouré avait fait l'objet d'une violente attaque terroriste. L'assaut avait été mené dans cette localité de Kpinkankandi par un groupe d'individus lourdement armés. Attaque au cours de laquelle 8 morts et 13 blessés

avaient été déplorés du côté des forces de défense et de sécurité.

En juillet 2022, sept enfants ont perdu la vie et deux autres grièvement blessés à la suite de l'explosion d'une mine artisanale. Les enfants sont tombés sur cette mine alors qu'ils rentraient d'une réjouissance organisée à l'occasion de la fête de l'Aïd el-Adha. L'attaque a eu lieu à environ 580 km de la capitale, Lomé, plus exactement dans le village de Margba, non loin de la frontière avec le Burkina Faso.

Afrik.com

COUPE D'AFRIQUE DES NATIONS 2023

La Guinée sous la menace d'une exclusion



Qualifiée pour l'édition 2023 de la Can qui aura lieu du 13 janvier prochain en Côte d'Ivoire, la Guinée pourrait toutefois manquer la compétition. En raison de la crise institutionnelle qui mine la Fédération Guinéenne de Football dont l'élection du Bureau Exécutif a été reportée sine-die, ce week-end après un double coup de théâtre.

L'instance dirigeante du football mondiale menace de sévir contre la Guinée si elle ne parvenait pas rapidement à élire un nouveau président de la Fégui-foot. La sanction immédiate envisagée serait d'exclure la Guinée qui partage le C avec Sénégal, champion d'Afrique en titre, le Cameroun, et la Gambie, de la compétition.

En effet, Gelson Fernandes, l'envoyé spécial de la Fifa à Conakry, a exprimé ce mardi 28 novembre 2023 une menace à peine voilée contre la Guinée. «Je

ne vais pas brandir la menace mais des choses plus graves pourraient advenir», peut-on lire sur Africa Guinée, appelant les acteurs du football guinéen à mettre de côté leurs égos pour faire des compromis et d'avancer. « Je n'ai strictement rien contre personne dans ce pays. J'espère que le Ministre des Sports, le Premier ministre sont conscients de la situation (...) », a indiqué l'émissaire de la Fifa, soulignant que «la situation est grave».

Pour rappel, l'Assemblée Générale Ordinaire destinée à élire le futur Comité Exécutif de la Fédération Guinéenne de Football programmée à Conakry samedi 25 novembre, avait été reportée en raison d'un boycott des membres à part entière du G47, ce qui a entraîné un manque de quorum.

DAKAR SACRE-COEUR

Pourquoi l'exode massif de l'effectif pro de la saison dernière ?

Une vingtaine de joueuses est partie avant le début de la saison. Au sein du club, c'est à cause d'un nouveau projet. Un projet expliqué un peu différemment qui va certainement prendre du temps pour sa pleine mesure.

Le constat est flagrant. Sur la liste des 23 Lionnes retenues pour le rassemblement de l'Equipe nationale féminine pour le dernier tour préliminaire de la prochaine Coupe d'Afrique des Nations, aucun nom ne provient du Dakar Sacré-Cœur. Adji Ndiaye, Wolimata Ndiaye, Anta Dembélé, Maty Cissokho, Bineta Korkel Seck, Korka Fall, Haby Baldé, Jeanne Coumba Niang... Pourtant, ces joueuses appartenaient encore au Club de la Sicap il y a quelques petites semaines.

Après une domination sans partage de la D1 Féminine, ponctuée par un titre de champion du Sénégal la saison dernière, le deuxième de l'histoire, et une qualification en phase de groupes de la Ligue des Champions féminine de la Caf ratée de très peu face à l'As Mandé du Mali, quelle mouche a donc piqué quasiment l'intégralité de l'effectif pro du Dsc ? Selon qu'on se place du côté des actuels artisans au sein du club ou des partantes, les réponses sont identiques, voire presque.

Du côté des footballeuses, certaines nous ont reconnu ne pas avoir encore digéré l'épisode de la fin de saison dernière, avec le licenciement des techniciennes Yaye Sokhna Mbengue (entraîneuse adjointe) et Oulèye Dièye (entraîneuse des gardiennes), qui avait aussi provoqué la démission de l'entraîneuse principale Aïssatou Seck. Elles indiquent vouloir poursuivre leur aventure dans un « environnement plus stable » et ont donc souhaité faire leurs bagages pour une autre destination.

«Ça ne me fait pas peur»

D'autre part, mais toujours du côté des joueuses, on a simplement indiqué que «notre temps au Dakar Sacré-Cœur était fini» et qu'elles ont «reçu des propositions d'autres clubs» de l'élite du football féminin sénégalais, qui s'alignent avec leurs ambitions. Certaines reconnaissent que le DSC souhaite passer la main à des jeunes, quitte à retenir que deux joueuses de l'effectif de la saison dernière (Aïcha Wilane et Tacko Diallo).

LE COMITE D'ORGANISATION RASSURE

«Toutes les installations seront livrées»



Corinne Anouma, chargée de projet logistique au Cocan (Comité d'organisation de la Coupe d'Afrique des nations en Côte d'Ivoire), qui se tiendra du 13 janvier au 11 février 2024, revient sur l'avancée des travaux à 45 jours du début du tournoi.

Embauchée en avril 2022, son rôle consiste à optimiser les aspects logistiques pour garantir le succès de l'événement, établissant «des protocoles et des stratégies visant à simplifier l'ensemble des processus de dédouanement et de libération des équipements, lors de leur arrivée sur le territoire, dans le contexte de la préparation de la Coupe d'Afrique des Nations. D'autre part, je suis chargée d'analyser les exigences, en termes notamment de structures temporaires, de barrières et de mobilier, puis de superviser la mise en place de ces installations une fois les prestataires sélectionnés», a-t-elle déclaré sur le site du Cocan.

Cette mission, capitale, non de tout repos, lui a permis «d'établir des partenariats stratégiques avec les principaux acteurs de l'importation. Cette collaboration étroite a permis de mettre en place et de valider un processus de facilitation des opérations de dédouanement, qui a été rigoureusement testé lors de nos récents événements, tels que l'Assemblée Générale Ordinaire de la Caf, la cérémonie de tirage au sort, ainsi que les différents matchs des Éléphants. Nous avons atteint un niveau d'exécution optimal. Nous sommes dans les délais et toutes les installations seront livrées à la Confédération Africaine de Football (Caf) conformément à ses exigences», rassure à quelques semaines de ce grand raout du football africain.

Le défi est grand et elle tient à le relever. Un seul leitmotiv : «mériter la confiance placée en moi par les dirigeants du Cocan et de ma Commission, en assurant une logistique irréprochable pour les volets qui me sont confiés. Ceci, dans le but de contribuer au succès incontesté de la plus belle Can de l'histoire de la compétition», ajoute-t-elle. **wiwsport**

Et qu'il n'y avait aucun problème avec la direction actuelle.

Des explications confirmées par Walimata Seye, celle qui a été nommée comme entraîneuse principale pour mener ce nouveau projet. «Quand je suis arrivée cette année, je n'ai pas trouvé l'effectif (de l'année dernière), nous confie la technicienne. Mais je ne peux pas parler de choses auxquelles je n'ai pas été témoin. Je suis arrivé en tant responsable du football féminin. C'est un projet sur plusieurs années. Moi, ça ne me fait pas du tout peur. C'est un challenge pour moi de démarrer avec une nouvelle équipe, avec des jeunes promues en équipe première.»

«On va grandir ensemble»

Le Dakar Sacré-Cœur veut donc repartir de la base parce que le départ d'une ribambelle de joueuses internationales va forcément provoquer un rajeunissement. «Sur le recrutement, on a ciblé des jeunes et des joueuses avec un état d'esprit qui correspond à ce qu'on veut mettre en place, souligne Walimata Leye. Il y a aussi quelques joueuses d'expériences pour accompagner les jeunes.» Pourtant, c'est une reconstruction qui peut sembler risquée, d'autant plus que les championnes du Sénégal en titre n'ont

pas gagné sur les deux premières journées de Championnat.

«Ce n'est pas parce qu'on ne gagne pas que ça ne va pas marcher, justifie la jeune technicienne. Je ne me mets aucune pression. C'est un long chantier, une période de transition. Rien n'est encore joué. Pour moi, c'est ma première équipe féminine. On va grandir ensemble. Il n'y a aucune pression, c'est zéro risque.» Et d'ajouter. «On repart sur de nouvelles bases. On a plus le groupe qui a été champion d'Afrique, mais on en a un autre. Ce sont des jeunes qui manquent d'automatismes mais qui ont une grosse marge de progression. C'est un projet très réfléchi. On sait où on veut aller.»

Alors certes, voir le Dakar Sacré-Cœur flirter avec la zone rouge n'est certainement pas le sujet du Club de la Sicap. Mais face à des équipes qui se sont bien renforcées, à l'image de l'AS Bambey et de l'Union Sportive des Parcelles-Assainies, voir la section féminine de l'entité présidée par Mathieu Chupin conserver son titre à l'issue de la saison prochaine semble peu probable. Même si la D1 Féminine appelle souvent à la prudence, parce qu'elle peut nous faire vivre tout type de scénarios.

wiwsport.com